

## *Marché public de services*



### **CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES**

**PROCEDURE : *Marché à procédure adaptée  
(MAPA)***

**Numéro :**  
***DSS\_LOT10\_DRAJES\_SNU\_PLANOCCI\_2426\_C***

**OBJET :**

***« Prestations d'hébergement et de restauration  
collectifs pour les jeunes et leurs encadrants des séjours  
de cohésion du SNU suite DSS du lot 10 »***

***Lot 10 : prestations d'hébergement et de restauration  
collectifs pour les jeunes et leurs encadrants du séjour de  
cohésion du SNU pour le département des Hautes-Pyrénées  
(65)***

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 – IDENTITE DE L’ACHETEUR .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 2 – SÉJOUR DE COHÉSION.....</b>	<b>3</b>
2.1 Les objectifs et enjeux.....	3
2.2 Les séjours SNU envisagées par le présent accord-cadre .....	4
<b>ARTICLE 3 – CADRE JURIDIQUE.....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 4 – EXIGENCES SPECIFIQUES DU SNU .....</b>	<b>6</b>
4.1 Respect des principes de laïcité et de neutralité.....	6
4.2 Réunion de lancement et préparation des séjours .....	7
<b>ARTICLE 5 – PRESTATIONS DE L’ACCORD-CADRE .....</b>	<b>7</b>
5.1 Hébergement et locaux du centre.....	7
5.2. Restauration.....	9
<b>ARTICLE 6 – CONTROLE, EVALUATION EXTERNE ET RETOURS D’EXPERIENCE.....</b>	<b>10</b>

## ARTICLE 1 – IDENTITE DE L'ACHETEUR

L'ETAT,

Ministère de l'Éducation nationale, de la jeunesse et des sports

**Région Académique Occitanie (Académies de Montpellier et Toulouse)** représentée par Madame la Rectrice de la Région Académique Occitanie, Chancelière des Universités, représentant l'acheteur.

CS 39004 - 31, rue de l'Université- 34064 Montpellier Cedex 2

Service prescripteur : Direction de Région Académique à la Jeunesse, à l'Engagement et aux Sports de la Région Académique Occitanie (DRAJES Occitanie)

Services Bénéficiaires du présent accord cadre : Services Départementaux à la Jeunesse, à l'Engagement et aux Sports (SDJES),

Service en charge de la procédure : Service de Région Académique – Politique des Achats (SRAPA)

☎04 67 91 48 94

## ARTICLE 2 – SÉJOUR DE COHÉSION

### 2.1 Les objectifs et enjeux

Le séjour de cohésion du SNU est organisé comme un temps pédagogique et d'ouverture permettant la mise en œuvre concrète de ses objectifs :

- Développer la cohésion nationale, en favorisant le sentiment d'appartenance à la Nation et d'identification aux valeurs de la République.
- Renforcer la résilience de la Nation, en permettant aux jeunes d'acquérir les connaissances et compétences pratiques qui leur donnent la capacité d'intervenir en cas de crise.
- Promouvoir une culture de l'engagement, en permettant à chaque jeune de vivre une expérience d'engagement porteuse de sens, autour des grands enjeux contemporains : esprit de défense, transition écologique, solidarité et égalité des chances.

Le séjour de cohésion peut être réalisé à titre individuel dit HTS (Hors Temps Scolaire) ou dans le cadre d'un projet de classe dite « classes et lycées engagés » (CLE). Le titulaire doit être en mesure d'accueillir les jeunes inscrits individuellement et les classes et lycées engagés » (CLE).

Le séjour de cohésion permet d'engager une réflexion sur l'engagement volontaire.

L'ambition portée par le service national universel (SNU) appelle à faire vivre le lien entre la phase de cohésion et les différents dispositifs d'engagement, afin de répondre au désir des jeunes de poursuivre leur engagement au service de l'intérêt général après le séjour de cohésion. Qu'elle repose sur un engagement de courte durée (mission d'intérêt général) ou de longue durée (service civique, réserves, etc.), l'enjeu de la phase d'engagement réside dans la réalisation d'un parcours construit et consolidé par chaque jeune lui-même à partir d'une offre identifiée et accessible notamment via la plateforme [www.snu.gouv.fr](http://www.snu.gouv.fr).

Outre la mission d'intérêt général (MIG), cette offre comprend les dispositifs de volontariat, le service civique, les réserves opérationnelles, les réserves civiles, l'engagement bénévole au titre de la réserve civique. Il appartient aux équipes territoriales<sup>1</sup> en charge du SNU d'enrichir cette offre par les opportunités locales identifiées auprès des collectivités territoriales, des associations, des corps en uniforme et d'en faire la promotion au cours du séjour de cohésion.

---

<sup>1</sup> Exemples d'offres possibles et à solliciter

- service civique ;
- volontariat de solidarité internationale ;
- corps européen de solidarité ;
- engagements au titre des réserves des armées, de la gendarmerie ou de la police ;
- engagement dans le service militaire adapté (SMA) pour les jeunes ultramarins ;
- volontariats au sein des sapeurs-pompiers ;
- engagement bénévole dans le secteur associatif.

Les outils existants en matière de reconnaissance du volontariat et du bénévolat seront adaptés le cas échéant au niveau national et utilisés dans le cadre du SNU.

Les séjours de cohésion font l'objet d'un cadrage national constitué, du règlement intérieur, du guide des contenus et des éléments annuels de cadrage de la DG SNU. Ce cadrage national s'applique à tous les séjours, qu'ils soient gérés par les services de l'Etat ou délégués à un prestataire.

## 2.2 Les séjours SNU envisagés par le présent accord-cadre

La DRAJES Occitanie est responsable de l'organisation des séjours. Par souci de visibilité et de transparence l'acheteur, via la DRAJES, établit et présente les éléments suivants connus à la date de publication du présent accord-cadre pour l'année ferme :

1. les dates de séjours. Ils sont organisés pour des durées de 11 ou 12 jours pleins.
2. les types de séjours concernés par les dates de séjours définis (CLE ou HTS)
3. les lots et donc départements de la région académique Occitanie qui seront sollicités prioritairement pour l'organisation de ces séjours

Ces dates et lieux sont prévisionnels. Les dates et lieux de séjours sont rendus contractuels par l'émission du bon de commande comme défini dans à l'article 5.3 du CCAP. Les dates des séjours peuvent être modifiées en application de l'article 9.2 du CCAP.

Cette répartition n'est pas exhaustive. Elle est évolutive en fonction des inscriptions individuelles et collectives des jeunes. En conséquence tous les attributaires sont susceptibles d'être sollicités pour chacun des séjours déterminés.

DATES DE SESSION DE SEJOURS 2024-2025	TYPE DE SEJOUR HTS OU CLE	BESOIN A DATE DE CENTRE(S) A DELEGATION GLOBALE	DEPARTEMENT / LOT PRIORITAIRE
<b>21 au 31 octobre 2024</b>	<b>HTS</b>	<b>OUI</b>	<b>Lot 1 ARIEGE</b>
<b>18 au 29 novembre 2024</b>	<b>CLE</b>	<b>OUI</b>	<b>Lot 3 AVEYRON Lot 7 HERAULT</b>
<b>17 au 28 février 2025</b>	<b>HTS</b>	<b>OUI</b>	<b>Lot 4 GARD Lot 7 HERAULT</b>
<b>10 au 21 mars 2025</b>	<b>CLE</b>	<b>OUI</b>	<b>Lot 7 HERAULT</b>
<b>24 mars au 04 avril 2025</b>	<b>CLE</b>	<b>OUI</b>	<b>Lot 7 HERAULT</b>
<b>14 avril au 25 avril 2025</b>	<b>HTS</b>	<b>OUI</b>	<b>LOT 1 ARIEGE LOT 2 AUDE LOT 3 AVEYRON LOT 7 HERAULT LOT 9 LOZERE</b>

<b>05 mai au 16 mai 2025</b>	<b>CLE</b>	<b>OUI</b>	<b>LOT 7 HERAULT</b>
<b>26 mai au 06 juin 2025</b>	<b>CLE</b>	<b>OUI</b>	<b>LOT 1 ARIEGE</b> <b>LOT 2 AUDE</b> <b>LOT 3 AVEYRON</b> <b>LOT 4 GARD</b> <b>LOT 5 HAUTE GARONNE</b> <b>LOT 6 GERS</b> <b>LOT 7 HERAULT</b> <b>LOT 8 LOT</b> <b>LOT 9 LOZERE</b> <b>LOT 10 HAUTES PYRENEES</b> <b>LOT 11 TARN</b>
<b>16 juin au 27 juin 2025</b>	<b>HTS</b>	<b>OUI</b>	<b>LOT 1 ARIEGE</b> <b>LOT 2 AUDE</b> <b>LOT 3 AVEYRON</b> <b>LOT 4 GARD</b> <b>LOT 5 HAUTE GARONNE</b> <b>LOT 6 GERS</b> <b>LOT 7 HERAULT</b> <b>LOT 9 LOZERE</b> <b>LOT 10 HAUTES PYRENEES</b> <b>LOT 11 TARN</b>
<b>04 juillet au 15 juillet 2025</b>	<b>HTS</b>	<b>OUI</b>	<b>LOT 1 ARIEGE</b> <b>LOT 2 AUDE</b> <b>LOT 3 AVEYRON</b> <b>LOT 4 GARD</b> <b>LOT 5 HAUTE GARONNE</b> <b>LOT 6 GERS</b> <b>LOT 7 HERAULT</b> <b>LOT 8 LOT</b> <b>LOT 9 LOZERE</b> <b>LOT 10 HAUTES PYRENEES</b> <b>LOT 11 TARN</b>

## **ARTICLE 3 – CADRE JURIDIQUE**

Le titulaire met en œuvre le séjour de cohésion du SNU organisé par les SDJES conformément aux dispositions du code de l'action sociale et des familles (CASF-art. L227-4) et du cahier des charges du SNU.

Le séjour de cohésion défini par l'article R. 113-1 du code du service national constitue une catégorie d'Accueil Collectif de Mineurs (ACM) : en conséquence, les modalités de déclaration, d'encadrement, d'organisation et de contrôle font l'objet de dispositions réglementées auxquelles est assujéti le titulaire de l'accord-cadre.

Les sites d'hébergement et de restauration proposés par le titulaire dans le cadre du présent accord-cadre font l'objet d'une déclaration auprès du Préfet du département au titre des locaux hébergeant un Accueil Collectif de Mineur (ACM) (art. L 227-5 du CASF). A ce titre, les services de la SDJES, procéderont aux vérifications d'usage.

## **ARTICLE 4 – EXIGENCES SPECIFIQUES DU SNU**

### **4.1 Respect des principes de laïcité et de neutralité**

Le présent accord-cadre confie au titulaire l'exécution de tout ou partie d'un service public.

Conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire doit prendre les mesures nécessaires permettant :

- d'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public ;
- de respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service.

Lorsqu'ils participent à l'exécution du service public objet du présent accord-cadre, le titulaire veille à ce que ses salariés ou toutes autres personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :

- s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses ;
- traitent de façon égale toutes les personnes, en particulier les usagers du service ;
- respectent la liberté de conscience et la dignité de ces personnes.

Le règlement intérieur des centres garantit le respect du principe de laïcité par les jeunes. Le port de signes religieux ostensibles et la pratique collective du culte sont interdits pendant les temps collectifs. Des espaces spécifiques peuvent être aménagés dans les centres d'hébergement pour permettre le recueillement individuel.

Le titulaire communique à l'acheteur les mesures qu'il met en œuvre afin :

- d'informer les personnes susvisées de leurs obligations ;
- de remédier aux éventuels manquements.

Pour chaque lot, un référent laïcité au sein de chaque Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale (DSDEN) est nommé. Ses coordonnées seront communiquées au(x) titulaire(s) lors de la première réunion de cadrage entre le(s) titulaires et les SDJES.

Il informe sans délai l'acheteur des manquements dont il a connaissance, ainsi que des mesures qu'il a prises ou entend mettre en œuvre afin d'y remédier.

Lorsqu'elles ont méconnu les principes d'égalité, de laïcité ou de neutralité, l'acheteur peut exiger que les personnes affectées à l'exécution du service public soient mises à l'écart de tout contact avec les usagers du service. Le titulaire veille à ce que cette prérogative lui soit reconnue par les clauses des contrats de sous-traitance concernés.

Lorsque le titulaire méconnaît les obligations susvisées, l'acheteur le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit.

Si la mise en demeure s'avère infructueuse, l'acheteur se réserve la faculté de lui appliquer des pénalités conformément à l'article 8.5 du CCAP.

## 4.2 Réunion de lancement et préparation des séjours

A l'issue de la notification de l'accord-cadre, le titulaire participe à une réunion de lancement avec le chef de projet de chaque SDJES. Celle-ci sera suivie de plusieurs réunions et d'échanges entre les parties pour la mise en œuvre de chaque séjour.

### ARTICLE 5 – PRESTATIONS DE L'ACCORD-CADRE

Le titulaire assure, pour chaque séjour :

- L'hébergement des jeunes et leurs encadrants ; locaux du centre et prestations annexes
- La restauration

Les lots 1 ; 2 ; 3 ; 4 ; 5 ; 6 ; 7 ; 8 ; 10 et 11 sont des lots dont la capacité minimum de jeunes à accueillir est de 126.

Le lot 9 est un lot dont la capacité minimum de jeunes à accueillir est de 112 par dérogation.

## 5.1 Hébergement et locaux du centre

### Conditions d'accueil du centre :

Les sites d'accueil d'un séjour de cohésion SNU répondent à des standards de capacité, de confort et de sécurité.

Ils doivent répondre en particulier aux conditions d'hygiène et de sécurité requises notamment contre les risques d'incendie et de mouvement de foule dans les Etablissements Recevant du Public (ERP) par les règles générales de construction et par le règlement sanitaire départemental en vigueur et aux normes d'accessibilité aux personnes à mobilité réduite.

L'ensemble des prestations doit respecter la réglementation en vigueur liée à l'hygiène alimentaire pour l'accueil collectif en hébergement et restauration, ainsi que la pratique d'activités collectives, notamment sportives.

Ils doivent également respecter les conditions suivantes :

- disponibilité du centre pendant la période considérée, soit 5 jours avant le séjour pour l'équipe encadrante ;
- capacité d'hébergement permettant d'accueillir les jeunes et leurs encadrants ;
- accord de la structure propriétaire le cas échéant ;
- présence proche d'une structure de soins ambulatoire (cabinet médical, centre de santé, maison médicale de garde, maison de santé pluri-professionnelle ou autres) permettant les soins de premiers secours pendant le séjour.

Toutes les dispositions pratiques devront être prises afin de permettre au jeune en situation de handicap de profiter de son séjour dans de bonnes conditions. Ainsi, de préférence, le site et les bâtiments doivent être accessibles pour les Personnes à mobilité réduite (PMR).

Le titulaire aura fourni pour chacun des centres le dernier procès-verbal de la commission de sécurité, ainsi que les numéros d'agrément du service départemental de la jeunesse, de l'engagement et des sports pour les bâtiments où sont hébergés les mineurs.

Dès le début du séjour un exercice d'évacuation sera procédé afin de vérifier la bonne utilisation du Système de Sécurité de l'Incendie de l'établissement et des points de ralliement des personnes sur place.

### Chambres :

En tant qu'accueil collectif de mineurs avec hébergement, le site doit être organisé de façon à permettre aux filles et aux garçons de dormir dans des lieux séparés. Chaque mineur doit disposer d'un moyen de couchage individuel.

Un changement de linge de literie (taie, housse, draps, et serviettes) doit être opéré au plus tard à la 6ème nuitée du séjour.

Elles doivent comprendre des lits individuels, dont le nombre est fixé en tenant compte des dispositions du règlement sanitaire départemental applicable (volume d'air et surface au sol minimale par personne notamment).

Le centre devra permettre l'accueil des jeunes et encadrants prévus pour chaque lot, et un nombre de visiteurs au prorata des activités prévues ponctuellement pour 1 à 3 jours.

Les encadrants qui participent à ce séjour, sont hébergés selon la capacité du centre à avoir des chambres disponibles munies de lits individuels.

#### Besoins des locaux attendus :

Différentes salles devront être accessibles pour les modules et activités proposées durant le séjour de cohésion.

Les besoins de locaux doivent comprendre :

- 4 salles de 30 à 35 places pour avoir la possibilité de regrouper la classe sur la coloration... ;
- Une salle ou l'équivalent équipée de chaises et de tables pouvant regrouper à minima la totalité d'une compagnie et de ses encadrants ;
- 1 salle informatique avec quelques postes informatiques à usage des jeunes sous la responsabilité d'un encadrant,
- 1 bureau ou une salle pour l'équipe destinée à la direction et l'encadrement ;
- 1 local de stockage pour l'intendance ;
- Un espace pour l'infirmerie avec une chambre permettant d'isoler les malades ;
- Un espace extérieur doit permettre l'implantation d'un mât pour la levée des couleurs le matin ;
- Des espaces sportifs extérieurs tels que des terrains de sport doivent être facilement et rapidement accessibles afin de permettre les activités sportives prévues. Un gymnase ou une salle polyvalente permettant la pratique sportive en cas d'intempéries doit être prévu à proximité.

Les locaux identifiés auront fait l'objet d'une analyse de leur vulnérabilité dans les conditions rappelées dans le guide « Vigilance attentats : les bons réflexes Guide à destination des organisateurs, des directeurs et des animateurs en charge d'accueils collectifs de mineurs à caractère éducatif ».

#### Matériel et organisation du centre attendu :

Le titulaire s'engage durant toute la durée du séjour à mettre à disposition tous les moyens de transport, équipements et matériels nécessaires à la mise en œuvre du programme pédagogique. Il devra notamment prévoir (liste non exhaustive) :

- Un mat et un drapeau ;
- les équipements adéquats ou une prestation pour le nettoyage du linge de corps des mineurs durant le séjour et s'engager à changer la literie prématurément salie aussi souvent que nécessaire.
- La mise à disposition de fournitures en papèterie pour l'ensemble des activités.
- Du matériel sono et vidéo-projection nécessaires à certaines activités du programme.
- Le titulaire assure l'équipement informatique et la connexion internet nécessaires à l'échange d'informations avec les services départementaux et l'impression de documents. Il met à disposition des encadrants quelques postes informatiques pour l'organisation des modules SNU.
- Pour certains modules nécessitant des postes informatiques en plus grand nombre, soit le centre a la possibilité d'avoir une salle sur site avec une connexion internet et/ou wifi comprenant un nombre d'ordinateurs suffisant, soit il dispose d'une salle permettant d'accueillir l'installation d'ordinateurs, soit une salle informatique externe au centre sera utilisée (hors accord-cadre).

#### Gestion des tenues :

La fourniture des tenues « SNU » pour les encadrants et les jeunes ne relève pas du périmètre du présent accord-cadre.

A compter de 2024, certains éléments de la tenue sont donnés et d'autres prêtés.



L'équipe du centre assure :

- la distribution de l'ensemble des effets aux jeunes et les demandes de réassort auprès du prestataire en cas de manquement ;
- le lavage durant le séjour ;
- en fin de séjour le nettoyage des effets, l'inventaire des stocks, à la demande de la SDJES, la mise en carton pour une reprise des stocks par le prestataire. Le stockage de ces équipements devra être prévu pour une période déterminée entre la SDJES et le prestataire (hors accord-cadre).

## 5.2. Restauration

De principe général, au regard de l'âge des jeunes volontaires et des activités réalisées pendant la période du séjour, il est indispensable que la qualité et la quantité de la restauration correspondent aux besoins réels attendus, tout en respectant le cadre réglementaire défini ci-dessous.

Les lois « Egalim » et « Climat et Résilience » imposent à l'ensemble de la restauration collective, publique comme privée, de proposer 50 % de produits de qualité dont 20 % de produits bio. Les titulaires veilleront au respect de cette obligation. A défaut, les dispositions de l'article 7 du CCAP s'appliquent.

Les cuisines et salles de restauration doivent être disponibles les matins, midis et soirs, en semaine comme le week-end, selon les horaires indicatifs cités ci-dessous.

Détail de la pension	Composition	Horaires indicatifs
Un petit déjeuner avec au choix	Café, café au lait, thé, chocolat, lait accompagné de tartines avec beurre et confiture, céréales, jus de fruits	De 6h30 à 8h30
Un déjeuner	Un plat protidique, une garniture, un produit laitier, et au choix une entrée ou dessert	De 12h à 13h30
Un goûter	Pain, chocolat ou confiture (ou une prestation équivalente) accompagné d'une boisson froide ou chaude, biscuits, fruits	De 16h à 17h00
Un dîner	Un plat protidique, une garniture, un produit laitier, et au choix une entrée ou dessert	De 19h à 20h30

Par plat protidique, il est entendu, un plat à base de viandes, poissons, œufs, abat, fromage ou toute forme de protéines végétales.

Sur la durée du séjour (exemple pour un séjour de 12 jours) de chacune des sessions, les menus des déjeuners et dîners devront proposer :

- au moins 5 repas avec, en plat protidique des viandes non hachées, de bœuf, veau, agneau ;
- au moins 4 repas avec, en plat protidique, du poisson ou une préparation d'au moins 70 % de poisson et contenant au moins deux fois plus de protéines que de matière grasse ;
- au moins 10 repas avec, en entrée ou accompagnement du plat, des crudités de légumes ou des fruits frais ;
- au moins 8 repas avec en dessert des fruits crus ;
- 10 repas avec, en garniture ou accompagnement du plat protidique, des légumes cuits, autres que les légumes secs ;
- 10 repas avec, en garniture ou accompagnement du plat protidique, des légumes secs, féculents ou céréales ;
- au moins 8 repas avec, en entrée ou en produit laitier, des fromages contenant au moins 150 mg de calcium par portion ;
- au moins 4 repas avec, en entrée ou en produit laitier, des fromages dont la teneur en calcium est comprise entre 100 mg et 150 mg par portion ;
- au moins 6 repas avec des produits laitiers ou des desserts lactés contenant plus de 100 mg de calcium et moins de 5 g de matières grasses par portion ;
- pas plus de 4 plats protidiques ou garnitures constitués de produits gras (teneur en matières grasses supérieure à 15 %) à frire ou préfaits ;

- pas plus de 2 plats protidiques qui contiendraient autant ou plus de matières grasses que de protéines ;
- pas plus de 4 desserts contenant plus de 20 g de sucres simples et moins de 15 % de matières grasses.

Les portions servies doivent être conformes aux valeurs définies à l'annexe II de l'arrêté du 30 septembre 11 relatif à la qualité nutritionnelle des repas servis dans le cadre de la restauration scolaire.

En cas d'activité en extérieur ne permettant pas le retour pour prendre sur place le repas, des paniers repas sont proposés.

Les horaires peuvent être modifiés avec un délai de prévenance de 48 H.

Une semaine au moins avant la date de début de la prestation, le chef de centre fournit les régimes alimentaires spécifiques au titulaire de l'accord-cadre qui doit en tenir compte. Le titulaire doit proposer tous les jours un plat substitutif sans viande.

#### **Au titre du séjour des encadrants :**

Les dates des premiers repas à servir et du dernier repas à servir par session sont transmises par le commanditaire au plus tard 4 semaines avant la session. La liste peut être multisessions.

#### **Au titre du séjour des jeunes mineurs :**

Les dates des premiers repas à servir et du dernier repas à servir par session sont transmises par le commanditaire au plus tard 4 semaines avant la session. La liste peut être multisessions.

Enfin, le nettoyage des locaux sera assuré par le titulaire de l'accord-cadre avec son seul personnel. Hormis l'éventuel débarrassage des tables, les jeunes et l'équipe d'encadrants n'auront à assurer aucun service matériel.

### **ARTICLE 6 – CONTROLE, EVALUATION EXTERNE ET RETOURS D'EXPERIENCE**

Le titulaire permet aux représentants de la région académique de procéder à une visite des lieux dans lesquels se dérouleront le séjour afin d'en apprécier la conformité à l'offre et de mettre au point les préparatifs du séjour.

L'organisation générale du séjour de cohésion est définie par la DGSNU qui arrête les modalités de contrôle des centres par les services déconcentrés de l'Etat, en particulier au regard de la réglementation concernant les ACM et des principes définis dans le présent cahier des charges.

Le cas échéant, une évaluation externe et indépendante pourra être confiée à l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP), selon les modalités qui seront définies en conséquence.